

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°326 DU JEUDI 02 MAI 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

REVENDEICATIONS SYNDICALES

Le ministre Faya François Bourouno prend des engagements

P.3



Édito à vue d'Aigle

La fête du Travail sur fond de menace de grève

La journée internationale du travail a été célébrée le mercredi 1er mai 2024 aux quatre coins du monde. Une journée qui est mise à profit par les organisations syndicales pour attirer l'attention des gouvernants et des patronats sur les conditions de vie et travail de la classe ouvrière... P.2

EDUCATION

P.4



Le SLECG d'Aboubacar Soumah donne un ultimatum au gouvernement pour la situation des enseignants contractuels

ACCIDENTS ET TUERIES LORS DES MANIFESTATIONS

P.3



Le Premier ministre siffle la fin de la récréation

CONDUITE DE LA TRANSITION GUINÉENNE

P.2



Toukara Fodé Kaba, président du mouvement Univers Guinée, tacle le général Mamadi Doumbouya

PARTIS POLITIQUES

Le rajeunissement des équipes dirigeantes s'impose !

P.2

TÉLIMÉLÉ

Deux morts dans un accident de la circulation

P.4

1ER MAI 2024

Les 24 points de revendication du Mouvement syndical

P.6



Édito à vue d'aigle



La fête du Travail sur fond de menace de grève

La journée internationale du travail a été célébrée le mercredi 1er mai 2024 aux quatre coins du monde. Une journée qui est mise à profit par les organisations syndicales pour attirer l'attention des gouvernants et des patronats sur les conditions de vie et travail de la classe ouvrière.

À Conakry, c'est le stade de Coleah, dans la commune de Matam, qui a servi de cadre aux festivités organisées par le Mouvement syndical, en présence des représentants de l'Exécutif.

Mais il faut dire que cette année, la célébration du 1er Mai intervient sur fond de menace de grève brandie par certaines structures syndicales et de destruction d'emplois dans des secteurs non négligeables de la vie nationale.

Aboubacar Soumah, qui dispute depuis des années le leadership du SLECG (Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée) avec Kadiatou Bah, a fait une sortie dans la presse pour dire qu'ils ont déjà déposé au ministère du Travail et de la Fonction publique leur plateforme revendicative pour demander entre autres la révision du statut particulier de l'enseignant, l'intégration à la fonction publique des enseignants contractuels, y compris ceux de la zone de Conakry. Et de menacer implicitement que si leurs points de revendication ne sont pas satisfaits, ils n'hésiteront pas à déclencher une grève au niveau de l'Enseignement pré-universitaire, après dépôt du préavis prévu en la matière. Reste à savoir maintenant si cette menace de grève sera mise à exécution. Ce qui aura probablement un impact sur le déroulement des évaluations de fin d'année et des examens nationaux que sont le CEE (Certificat d'études élémentaires), le BEPC (Brevet d'études du premier cycle) et le baccalauréat.

Au niveau des médias, ce sont des cris du cœur qu'on entend également. Quelque 500 emplois seraient perdus ou compromis dans les entreprises de presse suite au brouillage des ondes et au retrait de certaines radios et télévisions privées du bouquet Canal +. Le syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) a fait des mains et des pieds pour que la donne change positivement mais en vain. Bonne fête tout de même à tous les travailleurs des secteurs public et privé de notre pays.

Kéfina Diakité

PARTIS POLITIQUES Le rajeunissement des équipes dirigeantes s'impose !

De l'avis de tous les observateurs avertis de la scène politique guinéenne, le rajeunissement des équipes dirigeantes des partis politiques s'impose.



Au début des années 1990, feu le général Lansana Conté avait proposé le bipartisme pour animer la vie politique guinéenne. Mais, l'on s'en souvient, le deuxième président de la Guinée indépendante avait été présenté par ses opposants comme quelqu'un qui voulait porter atteinte aux droits politiques de ses compatriotes. La suite, on la connaît. Les partis politiques se sont alors créés à partir 1992 sur des bases essentiellement ethniques ou régionalistes, avec tous les risques que cela comporte pour l'unité nationale. Des formations politiques qui, dans leur majorité, ne se pressent jamais pour organiser à bonne date leurs congrès de façon transparente pour renouveler ou reconduire leurs équipes dirigeantes. Depuis le 5 septembre 2021, le général Mamadi Doumbouya, s'est engagé sur la voie de la refondation et de la rectification institutionnelle pour redonner espoir aux Guinéens qui continuent majoritairement de vivre dans la précarité en dépit de l'immense richesse du sous-sol de leur pays. Les partis politiques, dont l'objectif principal est la conquête par les urnes et l'exercice du pouvoir, devraient eux aussi s'inscrire dans cette dynamique, en organisant régulièrement leurs congrès pour renouveler leur personnel. L'on constate

malheureusement en Guinée que ceux qui créent ou qui parviennent à se hisser à la tête des partis politiques ont généralement tendance à s'accrocher à leurs postes à vie. Les jeunes qui ambitionnent de jouer les premiers rôles au sein de ces formations politiques sont combattus et mis à l'écart, s'ils ne sont pas exclus purement et simplement. Le Sénégal voisin vient de nous donner une belle leçon, avec l'élection de Bassirou Diomaye Faye comme 5^e président de la République. Ce, au nez et à la barbe de la vieille classe politique. Les partis politiques guinéens seraient bien inspirés de rajeunir et de renouveler leurs personnels, au risque de le regretter prochainement dans les urnes. La jeunesse a soif de changement qualitatif et d'être responsabilisée pour jouer pleinement et efficacement sa partition dans la construction d'une nation unie et prospère. Au sein des partis politiques, il y a bel et bien des jeunes qui ont les compétences requises pour diriger leurs partis. Mais hélas !

Kéfina Diakité



REVENDEICATIONS
SYNDICALES

Le ministre Faya François Bourouno prend des engagements

Lors des festivités du 1er Mai 2024, Journée internationale du travail, le ministre du Travail et de la Fonction publique, Faya François Bourouno, a pris des engagements pour rassurer les centrales syndicales par rapport à leurs revendications. C'est le stade de Coleah qui a servi de cadre à cette célébration.



Répondant aux centrales syndicales, le ministre Bourouno a dit: « Vos revendications exprimées sont aussi les miennes et restent prioritaires pour le gouvernement. Je vous assure que nous sommes entièrement engagés à soutenir toutes les initiatives qui visent à améliorer les conditions de vie et de travail de chaque travailleur et de chaque travailleuse de Guinée(...). Améliorer les conditions de vie de nos populations est une priorité constante pour le CNRD et son Président qui veille à ce que les bénéfices de notre croissance économique soit palpable pour tous. Dans notre lutte contre la pauvreté, nous restons déterminés à mettre en œuvre des politiques efficaces pour la création d'emplois et l'amélioration de l'employabilité particulièrement pour les jeunes et pour les femmes. Nous abordons également la problématique de la cherté des vies avec des actions concrètes pour répondre aux préoccupations quotidiennes des Guinéens... Je prends l'engagement de veiller personnellement à ce que notre gouvernement continue de travailler avec détermination pour améliorer les conditions de travail et de vie de chaque citoyen guinéen. Ce n'est pas seulement un engagement, c'est aussi une priorité et pour l'illustrer, nous avons en cours une étude pour voir les modalités d'extensions de la couverture sociale sur le secteur informel. Il est essentiel de maintenir un climat de paix, seul gage de notre capacité à répondre efficacement à vos demandes».

Mamadou Oury

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

ACCIDENTS ET TUERIES LORS DES
MANIFESTATIONS

Le Premier ministre siffle la fin de la récréation

Une quinzaine des compatriotes ont perdu la vie suite à un accident survenu sur la nationale Macenta-Guéckédou. On a enregistré également plusieurs blessés graves suite à ce drame.

Attristé par ces drames et tragédies de ces dernières semaines, le Premier ministre, Chef du Gouvernement s'est rendu à la place d'arme du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, pour réitérer aux agents les directives à suivre.

« Nous avons enregistré des drames et des tragédies sur le plan routier, sur le plan des atteintes à la vie de jeunes enfants et sur le plan de la protection civile, des installations extrêmement importantes de nos structures énergétiques ont été brûlées », a fait remarquer le PM Amadou Oury Bah devant le ministre Bachir Diallo.

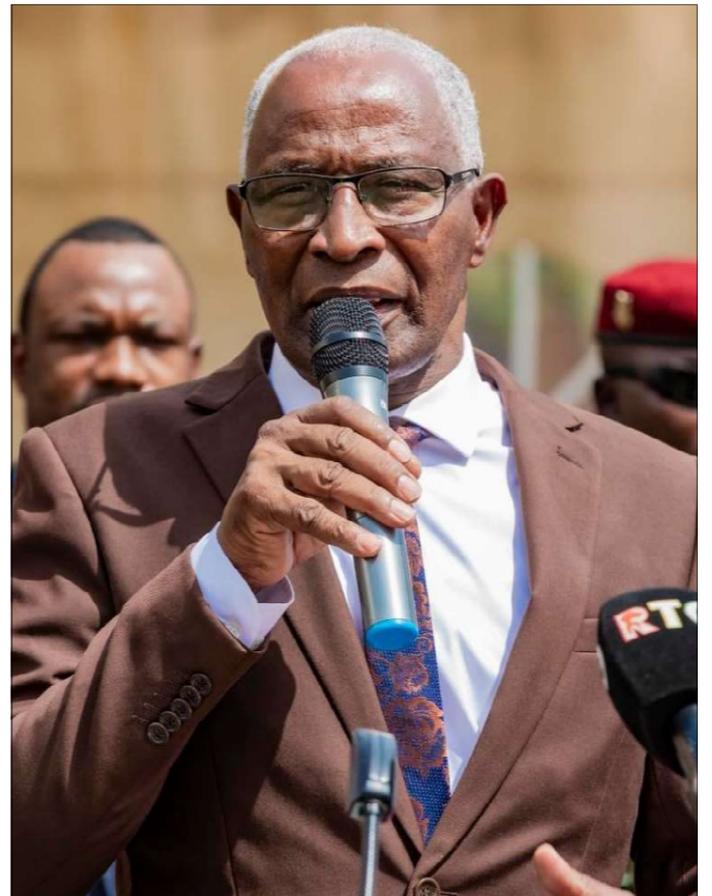
Dans cette allocution, le locataire du palais de la Colombe a rappelé à la police que sa mission régalienne est de protéger les citoyens.

L'ancien opposant n'avait pas que ce message à faire passer. Amadou Oury Bah, communément appelé Bah Oury a fait allusion au cas de morts enregistrés ces derniers temps, dans les manifestations contre les délestages du courant électrique, notamment dans la capitale.

Sans langue de bois, le Premier ministre a dit aux agents que le maintien d'ordre ne peut pas se faire avec des armes à feu. A ce titre, il a souligné que des enquêtes devront être menées par les services judiciaires. « Et ces services doivent agir en toute indépendance pour faire toute la lumière sur des cas de violations de droits humains », a-t-il annoncé.

Pour le Chef du Gouvernement, « la première règle de la confiance que les populations doivent avoir avec les services de police ou les services de force de l'ordre de manière générale, est l'assurance que devant un homme ou une femme qui porte l'uniforme, on a la sécurité, on a la protection. C'est cela le devoir des services de police, des forces de l'ordre de manière générale ».

Le Chef du Gouvernement a indiqué que l'urgence pour les unités d'intervention d'assumer les responsabilités en contribuant à la construction



d'une nation réconciliée. « Nous ne pouvons pas organiser les assises nationales pour la réconciliation nationale ; nous ne pouvons pas mettre en exergue au niveau du CNRD la question du rassemblement, si des actions qui concernent la protection de nos compatriotes ne sont pas assumées par les services qui doivent s'acquitter de ce travail pour le compte de la nation tout entière. Je tiens à ce que tout le monde fasse le nécessaire pour que la sécurité de nos compatriotes soit la priorité des priorités de nous tous. Sans cela, tout ce que nous construirons n'aura pas de pérennité ».

Le Chef du Gouvernement a réitéré sa solidarité aux proches des victimes et souhaité un prompt rétablissement aux blessés. Il a souligné que le Gouvernement suivant les orientations du Président de la République, Chef de l'État, le Général Mamadi Doumbouya,

apporte aux familles éplorées le soutien nécessaire.

Pour des mesures de prévention, le Premier ministre a invité les conducteurs au respect du code de la route. Les services compétents sont appelés à veiller à l'application obligatoire de la visite technique des engins roulants.

Quant à la responsabilité des corps de sécurité publique dans la circulation routière, le Chef du Gouvernement s'est rendu jeudi dernier au siège du ministère de la Sécurité et de la Protection civile. Avec le cœur brisé, il a rappelé aux agents leur responsabilité régalienne suivant la politique nationale sur les questions de sécurité. « La nature des accidents indique qu'il y a des défaillances. Les lacunes doivent être immédiatement comblées » a dit Amadou Oury Bah.

Samuel Demba. D

INTERVIEW

EDUCATION

Le SLECG d'Aboubacar Soumah donne un ultimatum au gouvernement pour la situation des enseignants contractuels

Est-ce une crise de confiance pour la fin d'année scolaire ? Tout porte à croire que le Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée, dirigé par Aboubacar Soumah a déposé un préavis de grève au niveau des autorités. L'idée ce n'est pas de déclencher une grève dans l'immédiat mais d'amener les décideurs à résoudre le cas des enseignants contractuels qui est devenu une épine dans les chaussures du CNRD.

Dans un entretien accordé à votre quotidien, Aboubacar Soumah prévient que leur patience à des limites donc il revient au gouvernement de trouver des voies et moyens à satisfaire leurs revendications.

L' Aigleinfos : Le SLECG menace d'user de ses méthodes plus fortes pour se faire entendre sur certaines de ses revendications. Quel est le contenu de cette plateforme revendicative et elle date de quand ?

Aboubacar Soumah : Depuis le 03 avril nous avons créé cette plateforme revendicative. Nous avons plusieurs points dont entre autres : l'engagement des enseignants contractuels communaux à la fonction publique conformément au protocole qui a été signé y compris ceux de Conakry ; la révision du statut particulier de l'éducation, de l'enseignement pré-universitaire et l'enseignement technique et professionnel conformément à l'article 100 de ce même statut qui stipule que quand il y a une inflation, il faut réajuster les indemnités qui sont dans ce statut de l'éducation. Donc à l'image du statut particulier de l'enseignement supérieur, nous voulons que celui du pré-universitaire qui est caduc, signé depuis 2006 soit revu à la hausse en l'adaptant aux réalités de notre pays ; nous avons aussi demandé l'avancement en grade et en échelon qui est bloqué depuis 2018 de tous les enseignants. Nous avons demandé l'allègement de toutes les procédures pour les prêts bancaires, l'organisation des examens probatoires est qui est bloquée au mois de septembre de chaque année et la prise en charge de ceux qui ont déjà fait ces derniers examens.

L'Aigleinfos : Est-ce que vos revendications ont touché les autorités notamment le ministre en charge de la Fonction publique pour une sortie de crise ?

Aboubacar Soumah : Après avoir déposé cette plateforme



revendicative, nous avons été conviés à une rencontre avec le ministre de la Fonction qui nous a notifié qu'il a effectivement reçu notre plateforme revendicative ; et que de lui accorder un certain temps, avant de nous appeler pour des négociations. Nous lui avons dit qu'il faut qu'il prenne en compte le délai imparti que nous avons indiqué dans la plateforme parce que nous avons dit qu'il faut que tout ce que nous avons revendiqué soit examiné favorablement avant le début des évaluations de fin d'année dans les primaires, collèges, lycées et universités.

L'Aigleinfos : Et qu'est-ce qu'il vous a dit, en retour ?

Aboubacar Soumah : Qu'il a entendu mais il faut qu'on lui permette d'abord de prendre attache à tous ses services concernés et qu'après, il va nous appeler.

L'Aigleinfos : Apparemment votre structure n'est pas en odeur de sainteté avec celles des enseignants contractuels qui tiennent mordicus à aller en grève à cause du non-respect des accords des négociations tripartites ?

Aboubacar Soumah : Nous avons convoqué une assemblée où nous avons fait la restitution avec les

enseignants et les contractuels tout en leur disant d'arrêter la grève et d'aller en classe. La grève obéit à des normes, et nous ne sommes pas des syndicats de la dernière pluie. Nous sommes des syndicats avertis. Pour déclencher une grève il y a toute une procédure et cette procédure a déjà commencé par le dépôt d'une plateforme revendicative. Et si dans les jours à venir le ministre de la Fonction publique ne nous appelle pas, on le rappellera et si ce rappel ne l'amène pas à le faire comprendre, nous allons déposer un préavis de grève. Donc nous n'allons pas dire que nous allons aller en grève parce que nous avons observé deux années sans déclencher

un mouvement parce que nous avons dit que nous accompagnons le CNRD mais ce n'est pas à l'infini puisqu'il faut profiter des régimes de transition pour pouvoir résoudre les problèmes.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous êtes en train de nous dire que la plateforme revendicative que vous avez soumise au gouvernement fait l'unanimité au sein des autres centrales syndicales de l'éducation ?

Aboubacar Soumah : Vous avez vu ces centrales de l'éducation qui ont été les premières à déposer une plateforme revendicative dont j'ignore les points, elles évoluent seules. Nous au

SLECG, nous sommes les mieux représentés sur le terrain et si elles disent qu'elles désirent nous voir tant mieux mais si elles se considèrent comme intersyndicales de l'éducation, qui ont signé des protocoles concernant l'engagement des enseignants à la fonction publique sans nous, ça veut dire qu'elles l'ont fait en violant les protocoles signés par l'ensemble des syndicats dans lesquels il était demandé au gouvernement de faire engager les enseignants contractuels au mois de janvier 2024 et que leur premiers salaires tombent en fin janvier. C'est ce qu'elles ont violé avec le gouvernement excluant les contractuels de Conakry, beaucoup d'enseignants qui ont atteint l'âge de quarante ans alors que certains de ces enseignants ont servi huit à dix ans, comment ils peuvent faire ça à ces pauvres. Au moins si on les engage, celui qui aura soixante ans après, on peut l'envoyer à la retraite.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Aboubacar Soumah, secrétaire général du Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée-SLECG.

Aboubacar Soumah : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

TÉLIMÉLÉ

Deux morts dans un accident de la circulation

Les accidents de circulation continuent de faire des victimes dans la préfecture de Telimélé. Le dernier cas en date s'est produit le mardi 30 avril à 23h dans le secteur Dara quartier Missidé, commune urbaine. Il y a eu collision entre un

taxi moto et deux enfants qui étaient sur un vélo. Le taxi motard qui s'appelle Abdoulaye Bela âgé de 23 ans, célibataire sans enfant. Un des enfants, 8 ans, est mort sur place et l'autre vers 3h du matin à l'hôpital préfectoral. La

cause de l'accident est que les enfants sur le vélo n'avaient pas de phare et l'autre était en excès de vitesse. À noter qu'un autre accident a été signalé sur la nationale en allant vers la sous-préfecture de Santou.

Sékou Condé

CONDUITE DE LA TRANSITION GUINÉENNE

Toukara Fodé Kaba, président du mouvement UniversGuinée, tacle le général Mamadi Doumbouya

Dans une interview accordée à nos confrères de Afrique Sur 7, Toukara Fodé Kaba, président du mouvement UniversGuinée, n'a pas mis de gant pour tacle sévèrement le Président de la transition guinéenne, le général Mamadi Doumbouya qui, selon lui, est loin d'être l'homme de la situation pour ses compatriotes.

Toukara Fodé Kaba est un jeune politicien guinéen actif en France. Avec son mouvement UniversGuinée, qui a des représentants au pays, mais aussi au Canada et en Turquie, il sillonne souvent les villes européennes à la rencontre de ses compatriotes pour les inciter à s'engager dans l'action politique.

Pour lui, les jeunes Guinéens doivent prendre leur part dans l'action politique pour le bien de leur pays et de ses habitants. De passage sur le plateau d'Afrique Sur 7, il s'est montré particulièrement remonté contre le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya. La raison ? Ce dernier a déçu les espoirs placés en lui et fait désormais prendre plus de risques au pays. D'après lui, avec Mamadi Doumbouya, la Guinée va de mal en pis. C'est-à-dire que c'est le pire qui s'est cru meilleur que le mal, en



parlant de l'actuel chef de l'État à qui il reproche entre autres, la limitation des libertés publiques, notamment au niveau de la presse, mais aussi le fait que la population ait été durement éprouvée ces derniers mois par la coupure

d'Internet dans le pays. « Mamadi Doumbouya, lorsqu'il est arrivé, a pris des engagements qui ont amené les partisans d'Alpha Condé à rester sans réaction face à l'éviction de leur leader...Même Alpha Condé, malgré les nombreuses

critiques dont il faisait l'objet, n'a jamais pensé à priver de liberté les citoyens », soutient-il. Pour Toukara Fodé Kaba, l'affaire est plus ou moins simple : l'ancien légionnaire de l'armée française gagnerait à reconnaître son incapacité à

diriger la Guinée. « Il doit organiser des élections afin que le peuple, qui est souverain, puisse choisir le leader qu'il veut ».

Au lendemain de sa prise du pouvoir dans les circonstances que l'on sait, l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales a promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne sera candidat. Depuis un certain temps des voix s'élèvent aussi bien en interne qu'au sein de la diaspora pour critiquer ouvertement la façon dont le pays est dirigé par le général Mamadi Doumbouya. Il y en a qui vont jusqu'à l'accuser d'avoir un agenda caché et de vouloir s'éterniser au pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

Kéfina Diakité

AG DU RPG ARC-EN-CIEL

Mohamed Lamine Kamissoko émet des doutes sur la desserte en électricité 19/24h

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, qui s'est tenue le samedi, 27 avril 2024 à son siège national à Gbessia, Mohamed Lamine Kamissoko, membre du bureau politique national, a clairement fait part de son scepticisme par rapport à la desserte en électricité 19/24 annoncée.

À défaut du bateau-centrale thermique qui était annoncé en provenance de la Turquie, le CNRD et son gouvernement miseraient désormais sur la ligne d'interconnexion de l'OMVG, à partir du poste de Linsan, pour assurer la desserte en électricité de Conakry et de certaines villes de l'intérieur 19/24 heures. Une annonce qui laisse perplexes bon nombre de Guinéens. C'est le cas par exemple de l'honorable Mohamed

Lamine Kamissoko du RPG Arc-en-ciel qui, lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'ancien parti au pouvoir qui s'est tenue le samedi, 27 avril 2024 à son siège national à Gbessia, a clairement fait part de son scepticisme par rapport à cette problématique.

«Attendons de voir et ce sont eux qui le disent. Mais jusque-là où nous sommes, tous les quartiers de Conakry n'ont pas le courant en même temps. Ils

l'ont dit en tenant compte de quoi? Ce sont eux qui le savent. Moi je ne suis pas dans l'esprit du CNRD, ni dans le Gouvernement encore moins du CNT et je ne sais rien de ce qui se passe. Ce qui est vrai, c'est que j'ai la certitude que les gens ne sont pas compétents pour résoudre ce problème d'électricité. Ça je suis convaincu», a fait savoir l'honorable Mohamed Lamine Kamissoko, membre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel,

le parti du professeur Alpha Condé, renversé le 5 septembre 2021 par le général de corps d'armée Mamadi Doumbouya, alors commandant du Groupement des Forces spéciales.

Il faut reconnaître, avec une pointe d'amertume, que la desserte en électricité s'est fortement dégradée sous le régime CNRD. Les coupures à répétition et les émeutes du courant ne se comptent plus dans le pays,

avec leur lot de violences faisant par endroits des morts et des dégâts matériels non négligeables. De plus en plus de Guinéens, sur les réseaux sociaux ou dans les émissions interactives, disent regretter le régime déchu dans le secteur spécifique de l'électricité.

Kaba Kankoula

1ER MAI 2024

Les 24 points de revendication du Mouvement syndical

La fête du Travail a été célébrée le mercredi 2024 aux quatre coins du pays. Les centrales syndicales guinéennes les plus représentatives ont mis cette occasion à profit pour présenter au Gouvernement et aux employeurs des secteurs privés, mixtes et informels leur plateforme revendicative qui s'articule autour de 24 points.

Cest camarade Abdoulaye Camara de l'USTG qui a eu l'insigne honneur de présenter au gouvernement et aux patrons les 24 points de la plateforme revendicative des centrales syndicales.

Ce sont: l'application de la Couverture médicale à hauteur de 80% pour les fonctionnaires, les contractuels de l'Etat, les retraités et les personnes à charge;

l'acquisition de nouveaux bus de Transports Urbains et Interurbains pour les citoyens; l'ouverture des négociations internes dans les secteurs Privé et Mixte, permettant la revalorisation des salaires de Base à hauteur de 70%; la revalorisation des pensions de retraites des travailleurs déclarés à la CNSS à hauteur de 50% du salaire mensuel payé; l'application de la prime de départ à la retraite à deux mois et demi à compter de Décembre 2023; la baisse des tarifs d'acquisition de la carte grise et du permis de conduire des engins roulants en faveur des travailleurs; la mise en place de la Commission consultative du travail et des lois sociales (CCTLS) et la mise en place du Conseil supérieur de la fonction



publique (CSFP); l'application correcte des Conventions de l'OIT en matière de Protection du droit des travailleurs; L'abrogation des dispositions de la loi L/2019/0027/AN portant statut général des agents de l'Etat en son article 39 en raison de son caractère discriminatoire aux regards des C87, C98 et la C144 de l'OIT; mettre en œuvre des mesures d'opérationnalisation traite CNPS et aligner le mode de paiement des pensions des secteurs mixte et privé à celui des Fonctionnaires (80% du dernier salaire perçu); la ratification de la Convention

190 de l'OIT; la mise en œuvre des recommandations de la Conférence internationale tenue à Conakry du 27 au 31 Octobre 2022 sur le rôle des syndicats dans la résolution et la prévention des conflits violents et armés en Afrique de l'Ouest; la mise en œuvre des politiques publiques en matière de formalisation des acteurs de l'Economie informelle; la rétribution des fonds illicites récupérés au profit des travailleurs salariés et retraités de tous les secteurs (Flux Financiers Illicites); impliquer les organisations et d'Employeurs dans la

formulation et la mise en œuvre de politiques publiques relatives à la lutte contre le changement et la protection de l'Environnement; l'application des dispositions de la CEDEAO relatives à la libre circulation des personnes et de leurs biens dans l'espace CEDEAO; le respect par les employeurs (Gouvernement et Patronat) de tous les accords conclus avec le Mouvement Syndical; l'arrêt systématique des tracasseries routières sur l'ensemble du réseau routier; la sécurisation des personnes et des biens dans la circulation routière contre les

coupeurs de routes; l'élaboration et la signature des textes d'application de la Loi sur la mutualité sociale en Guinée; la libération des médias victimes de brouillage et du retrait des bouquets Canal+ et Star Times, ayant occasionné la mise en congé technique de plus de 500 employés à Conakry comme à l'intérieur du pays; la réhabilitation du Secrétaire Général du Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG), arbitrairement arrêté et condamné pour avoir réclamé la libération des médias et de l'internet; la signature de la convention collective de la Presse Privée; la représentation du SPPG et de la fédération syndicale professionnelle de l'information et de la communication (FSPIC) dans les Instances du secteur de la presse comme la haute autorité de la communication (HAC); la régularisation des salaires des contractuels des communes et départements ministériels.

Reste à savoir maintenant si toutes ces revendications seront satisfaites par le Gouvernement et le patronat.

Mamadou Oury

CRIEF

L'ex-responsable de la gestion logistique au ministère de la Santé sera situé sur son sort le 14 mai prochain

Selon Mediaguinee, la décision dans l'affaire de l'ex responsable de la gestion logistique au ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, Soriba Keïta, qui devrait tomber le mardi 30 avril 2024 par devant la chambre des appels de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief) a été finalement renvoyée au 14 mai prochain.

Arappeler que le prévenu Soriba Keita a reconnu les faits est poursuivi pour le détournement des équipements de santé destinés à une ONG humanitaire basée à Lola, retrouvés chez lui à Maferinyah le 04 décembre dernier.

Selon toujours le site d'information, la chambre des

appels est saisie par le procureur spécial, Aly Touré et l'Agent judiciaire de l'Etat représenté par Me Amadou Baben Camara dans le but d'obtenir purement et simplement l'annulation de la décision de la chambre du jugement, qui avait condamné Soriba Keïta à deux (2) ans de prison assortis de sursis, au

paiement de 25 millions GNF d'amende et au paiement de 25 millions de francs guinéens à titre de dommages et intérêts en faveur de l'Etat.

A noter que lors de son interrogatoire, le prévenu Soriba Keïta avait déclaré ceci: «je reconnais les faits d'avoir détourné des équipements de santé qui ont été retrouvés

chez moi à Maferinyah le 04 décembre qui étaient destinés à une ONG humanitaire à Lola. Mon service est chargé de distribuer les équipements dans les centres de santé. Ces équipements doivent être gardés dans les dépôts de stocks. J'avais l'ambition de créer une clinique à ma retraite. C'est vrai je n'avais pas le droit

de posséder ces équipements dans ma concession. L'être humain a besoin de changement qualitatif et quantitatif. Je suis un fonctionnaire et je suis payé à 3.500.000 GNF par mois ». Affaire à suivre...

Mamadou Oury

DR MORISSANDA KOUYATÉ À PROPOS DU 1ER MAI

« Personne ne peut revendiquer la paternité absolue du monde du travail »

En prélude à la célébration de la journée internationale du travail, le ministère du Travail et de la Fonction publique a organisé le mardi 30 avril une journée porte ouverte dans un complexe hôtelier.

La cérémonie a été présidée par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, représentant le chef du gouvernement en mission. Elle a porté sur le thème « Amélioration des relations de travail en période de transition ». Le mouvement syndical guinéen était également associé à cette organisation.

À cette cérémonie, c'est le coordinateur national du mouvement syndical guinéen qui a ouvert le bal. Accompagné par ses pairs avec leur traditionnel slogan « camarades salut ! », pour son allocution, Amadou DIALLO a déploré le non-respect des accords tripartites par les gouvernements qui se sont succédé avant de les exhorter à faire preuve de responsabilité. « Tenant compte de toutes les crises consécutives qui ont émaillé notre pays pour la plupart au non-respect des engagements librement, l'heure est venue à présent de marquer une pause en vue d'évaluer nos acquis et nos faiblesses », a rappelé le syndicat.

Pour cette journée porte ouverte, première du genre en Guinée, le département du Travail a fait venir des experts pour exposer sur des panels dont les thématiques étaient d'ordre national.

Dans son discours, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration et des Guinéens établis à l'étranger a voulu être franc devant les syndicats. Il a rappelé à tous que chacun dans son domaine respectif, se bat comme il peut pour assurer son quotidien. Par conséquent, tout ceci appartient au monde du travail, et donc un groupe de personnes ne devrait pas se prévaloir en être leur responsable.

«Autant le discours du coordinateur du mouvement syndical guinéen appelle au dialogue, à la compréhension et au respect mutuel, c'est pour



qu'on s'asseye pour préparer le premier 1er mai. C'est une innovation, et je vous en félicite.

La Guinée a eu un rendez-vous avec le monde du travail. Beaucoup de pays dans le monde ont conquis, pris leur indépendance avec la poudre, les massacres, la violence. Ceci est normal puisque la conquête de la liberté ne peut faire l'économie de rien. Mais l'exception guinéenne est qu'en dépit de la sévérité du poids de la colonisation pour maintenir notre pays dans la domination coloniale, la Guinée s'est libérée avec le travail et les travailleurs, et cela est resté dans l'ADN de notre pays. Nous voulons simplement vous dire que depuis le 05 septembre 2021, le président de la transition a tendu la main au monde du travail. Le monde du travail ce sont les femmes qui se lèvent à 05H du matin, qui préparent le petit déjeuner, qui préparent les enfants pour aller à l'école. Ceux qui vont au champ, dans les mines, les pêcheurs font partie du monde du travail. Ceux qui sont dans les laboratoires, dans les avions, les enseignants, donc le monde du travail c'est nous tous. Personne ne peut revendiquer la paternité absolue du monde du travail. Le monde du travail ce n'est pas le salarié, beaucoup de gens travaillent ils n'ont pas de salaires. Ne voyez pas les

ministres dans leurs ministères comme étant le sommet de la pyramide, non ! Cette pyramide de la refondation doit s'écrouler sur nous tous pour qu'ensemble nous soyons tous en bas. Il faut que l'on se parle, conseille pour qu'on tire les leçons de ce que notre pays a été, de ce que notre pays est et de ce que notre pays doit être grâce à nous tous.

Beaucoup prédisaient l'apocalypse en considérant ceux qui revendiquent le bien-être de nous tous comme étant des anti-guinéens, des anti-gouvernements.

Le 1er mai, cette date est un symbole mais nous pouvons la réinventer comme nous le faisons. Il ne faut pas regarder ce qui s'est passé le 1er mai il y a cinquante à soixante ans :

se poursuivre avec les cailloux, s'insulter sur les médias,.... Cela appartient aussi, nous nous sommes dans la nouvelle Guinée. Une Guinée qui a affronté le colonialisme et qui l'a vaincu.

Je vous garantis que le gouvernement jouera entièrement sa partition pour encourager votre lutte pour la prospérité du monde du travail. Alors ceux qui s'attendent à ce que demain qu'on commence à se lancer des pierres, qu'ils se tiennent tranquilles. Nous ne pouvons être le premier pays détenteur de la réserve de fer et le deuxième pays producteur de la bauxite dans le monde et croupir dans la médiocrité. Dieu nous a donné beaucoup mais ce qui est plus que tout, c'est nous-mêmes, les Guinéens » ; a déclaré le représentant du chef du gouvernement à cette cérémonie.

Samuel Demba. D

RTG

La DG et le DGA nommés par le président de la transition

Le vendredi 26 avril 2024, à travers un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition, le Général de corps d'armée Mamadi Mamadi Doumbouya, a nommé deux cadres à la Direction générale de la Radiodiffusion Télévision Guinéenne (RTG).

Mme Makèmè Bamba, précédemment directrice générale de la Radio rurale de Guinée devient la Directrice Générale de la Radio Télévision Guinéenne (RTG).

M. Ibrahima Kalil Diakité, Matricule 189 974 G, précédemment Directeur de la Télévision nationale RTG1-Koloma est promu Directeur général adjoint de la Radiotélévision Guinéenne (RTG).

Depuis la nomination de Fana Soumah, l'ancien présentateur vedette du Journal télévisé et

directeur général de la RTG au poste de ministre de l'Information et de la Communication dans le Gouvernement Bah Oury, l'on attendait avec impatience de connaître l'identité de son remplaçant à la tête du média de service public. C'est désormais chose faite. Le choix du locataire du palais Mohammed V, sur proposition du ministre de tutelle, s'est porté sur Makèmè Bamba qui, avant d'être promue Directrice générale de la Radio rurale de Guinée, avait été correspondante de la BBC et avait fait les beaux jours de la

rédaction politique à la radio nationale. Elle sera secondée à son poste de DG de la RTG par Ibrahima Kalil Diakité, celui qui était jusque-là le patron de la télévision nationale.

Espérons que ce duo saura se mettre à la hauteur de la confiance placée en eux par le Président de la transition, le Premier ministre et le ministre de l'Information et de la Communication, en donnant satisfaction aux auditeurs et aux téléspectateurs de la RTG qui, le 14 mai prochain, soufflera ses 47 bougies.

Kaba Kankoula

CONGRÈS DE L'UFDG EN VUE

Ce que Gaoual Diallo demande à Cellou Dalein Diallo

Suite à l'annonce de la tenue du congrès national de l'UFDG, Ousmane Gaoual Diallo, ancien député uninominal de Gaoual a demandé, à travers une déclaration, à Cellou Dalein Diallo de se mettre à l'écart de ce processus de renouvellement.

Bien qu'exclu de l'UFDG (une exclusion qu'il conteste), Ousmane Gaoual Diallo, actuel ministre des Transports et porte-parole du gouvernement Bah Oury, ne se prive jamais de réagir aux actes posés par cette formation politique dirigée par l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo. Suite à l'annonce de la tenue du congrès national du parti, l'ancien député uninominal de Gaoual a demandé, à travers une déclaration, à Cellou Dalein Diallo de se mettre à l'écart de ce processus de renouvellement.

«Nous souhaitons exprimer notre ferme contestation à l'appel lancé par certains membres du conseil politique pour le renouvellement des structures du parti, y compris les comités de base, les sections et les fédérations, en vue de la tenue du prochain congrès au sein de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) entre juin et juillet 2024. Cet appel est non seulement contraire au texte du parti mais aussi cette prérogative est du ressort du bureau exécutif.

En vertu de l'absence de congrès de renouvellement



régulièrement convoqués, nous tenons à souligner que tous les mandats au sein de l'UFDG sont devenus caducs depuis 2020. Cette situation englobe également les instances dirigeantes de l'UFDG, remettant ainsi en question toute décision ou ordre de mission pris entre 2020 et jusqu'à présent. Par conséquent, toute tentative visant à légitimer ou renouveler les comités de base, les sections et les fédérations, ou

même à perpétuer un leadership illégitime est non seulement non autorisée mais également dénuée de légitimité, ce qui entache cette initiative d'une fragilité et d'un manquement fondamental aux principes de l'UFDG.

Il est manifeste que cette initiative vise à légitimer la présidence de Cellou Dalein Diallo, dont le mandat a expiré en 2020, ce qui est inacceptable et porte atteinte à

l'intégrité démocratique.

Parallèlement, les récentes irrégularités constatées lors du renouvellement des bureaux fédéraux de l'UFDG en Guinée comme à l'étranger, portent préjudice aux intérêts du parti et à la transparence envers ses membres.

Il est regrettable que la direction de l'UFDG tente d'assurer la continuité de son pouvoir et de son influence au sein du parti sans véritablement s'assurer du consentement ou du soutien authentique de la base militante et de la conformité avec les textes fondamentaux du parti. Il est dommage que la direction actuelle ne fasse même pas confiance aux membres du Bureau exécutif qui doivent selon les textes organiser et présider les congrès fédéraux et que ses actions témoignent clairement d'une crise de confiance envers leurs militants.

Nous nous retrouvons confrontés à un vide institutionnel où Cellou Dalein Diallo et les prétendus membres du conseil politique ne détiennent ni la légitimité ni la légalité qui sont nécessaires pour prendre de telles décisions ou émettre de tels ordres. Cette attitude cherche à s'emparer du pouvoir en faisant fi des textes.

Nous invitons Cellou DALEIN dont la réputation et l'honneur sont aujourd'hui souillées dans une affaire de mœurs à à tirer la conclusion qui s'impose pour

l'honneur et la dignité de la fonction.

En suivant cette démarche qui ne respecte en aucun cas les statuts et règlements de l'UFDG, ainsi que la loi en vigueur, nous risquons d'empêcher notre formation politique de participer aux prochaines élections, ce qui serait préjudiciable à notre démocratie et à l'exercice des droits politiques des citoyens.

Dans l'intérêt de l'UFDG, il est impératif que toutes les actions futures concernant le renouvellement des structures du parti et autres activités internes soient menées conformément aux statuts du parti et dans le respect des processus démocratiques. Ce qui n'a pas été le cas d'autant plus que les responsables installés ont été désignés par une procédure dite de consensus taillée sur mesure.

Il n'y a pas eu appel à candidature ni liste électorale. C'est une liste établie en amont sur instruction du président qui délègue sur la base de choix subjectif des membres du bureau exécutif ou du conseil politique pour valider ses choix. A l'intérieur comme à l'étranger, aucun militant non désigné n'a pu poser sa candidature.

Nous exhortons donc les membres du conseil politique qui resteraient attachés aux valeurs démocratiques à ne pas se rendre complice d'une procédure illégale en veillant au respect des lois et règlements, ainsi qu'à œuvrer dans l'intérêt supérieur de notre nation et de notre parti. Ils doivent combattre, tout comme nous, les pratiques autocratiques en se mettant au-dessus des intérêts personnels.

Nous encourageons également tous les membres et sympathisants du Parti à faire preuve de discernement, à agir dans le respect de la légalité et dans l'intérêt supérieur de l'UFDG. Nous les incitons à ne pas reconnaître ni participer à des processus électoraux illégaux et illégitimes de l'UFDG», a écrit

Ousmane Gaoual DIALLO. Une sortie qui, comme il fallait s'y attendre, a fait bondir les responsables de l'UFDG.

Kéfina Diakité

MALI

L'armée annonce la mort d'un chef islamiste recherché par les Américains

Les forces maliennes ont tué Abou Huzeifa, un commandant d'une filiale ouest-africaine de l'État islamique, au cours d'une opération de grande envergure dans la région de Ménaka, dans le nord du pays, ont déclaré les autorités maliennes dans un communiqué lu lundi à la télévision publique.

La mort de Huzeifa dimanche a été confirmée après l'opération dans le secteur

d'Indelimane de la région, ont dit les forces maliennes, sans donner plus de détails.

Le programme *Rewards for Justice* du département d'État américain offre une prime allant jusqu'à 5 millions de dollars pour des informations sur Huzeifa pour sa participation présumée à une attaque en 2017 au Niger voisin qui a tué quatre soldats américains et quatre soldats nigériens.

Au cours de la dernière

décennie, des attaques menées par des groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique ont tué des milliers de personnes au Mali, au Niger et au Burkina Faso voisin, déstabilisant la région centrale du Sahel en Afrique de l'Ouest.

La crise sécuritaire et humanitaire a déplacé plus de 3 millions de personnes dans la région, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

AFP

MÉDIAS

Makèmè Bamba, DG de la RTG, installée dans ses nouvelles fonctions

La nouvelle Directrice Générale de la Radio Télévision Guinéenne a pris fonction le mardi, 30 avril 2024. L'ancienne directrice générale de la radio rurale de Guinée qui remplace à ce poste Fana Soumah, actuel Ministre de l'information et de la communication, prend désormais les rênes du plus grand média d'Etat.

Acette cérémonie de passation de service qui s'est tenue dans les locaux de la RTG Koloma, c'est le secrétaire général du Ministre de l'information et de la communication, Souleymane Tchanguél Bah, qui a représenté le ministre Fana Soumah. Makèmè Bamba bénéficie pour la deuxième fois, de la confiance des autorités du CNRD depuis leur prise du pouvoir le 05 septembre 2021. A l'époque directrice générale de la radio rurale, l'ancienne correspondante de la BBC a été nommée Directrice générale de la Radiodiffusion télévision guinéenne.

Dans son allocution à la cérémonie de passation devant ses nouveaux collaborateurs, notre consœur a énuméré ses ambitions pour la relance du média du service en invitant ses collègues à se mettre à la hauteur des tâches qui les attendent.

« Je suis très heureuse de prendre la parole à l'occasion de cette cérémonie solennelle de passation de service si besoin est de le dire, à donner un rôle de plus en plus important dans la construction de notre bien commun, la Guinée. La Radio Télévision Guinée RTG est appelée à assurer efficacement la mission d'Etat,



un développement harmonieux et durable de notre pays. La RTG demeure une vitrine pour notre pays, les hommes et les femmes qui l'animent doivent savoir rassurer les citoyens. Je m'emploierai à travailler avec l'ensemble des collaborateurs à tous les niveaux, les missions fondamentales de notre maison commune : informer, éduquer, sensibiliser et distraire. Pour cela, nous devons trouver des

solutions novatrices pour l'obtention des ressources adéquates. Le chantier que nous allons ouvrir devrait être entre autres : l'accès véritable des citoyens à la radio et à la télévision, diversification de contenu des programmes radio et télé, l'amélioration, l'amélioration des conditions et l'environnement de travail. Pour y parvenir, nous allons nous atteler immédiatement à

certaines actions : un diagnostic approfondi des programmes qui dégradent la qualité de nos prestations sur toute la chaîne de production, de traitement et de diffusion : l'examen des voies et moyens pour la relance du service technique par l'achat de nouveaux cars de transmission des grands événements en direct, la relance effective de la RTG2 n'est pas en reste».

Parlant de quelques actions de Fana, elle dira ceci : «Je veux parler de quelques efforts dans l'entretien et le développement de la fibre sociale à travers les cas sociaux. Je compte pérenniser une franche collaboration avec le collège syndical, CNTG, COSATREG pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'ensemble des travailleurs et travailleuses de la grande maison la RTG. L'une des forces de la RTG c'est le service langue. Ce service doit être redynamiser par le biais de formation et d'orientation. Je souhaite que les accomplissements soient à l'actif de tout le personnel de notre maison. C'est donc dire que mes portes seront ouvertes à toutes les propositions d'amélioration de travail et d'optimisation de nos résultats attendus, aussi, je salue et n'oublie pas le dévouement de nos stagiaires. Si ce n'est pas

fait, vous travaillerez avec le syndicat et le responsable des ressources humaines de la RTG pour la continuité de toutes les démarches entreprises par chef Fana, favorisant leur intégration effective à la fonction publique.

Aux travailleurs des radios rurales, je voulais leur dire que leur collaboration a été tout aussi fascinante qu'enrichissante. J'aurais aimé rendre parfaite, l'œuvre entreprise avec vous mais la perfection est du domaine divin. Je remercie donc chacun pour sa précieuse contribution et je vous exprime tout le regret pour les heurts survenus consciemment ou inconsciemment lors de notre collaboration.

Aux vaillants travailleurs et vaillantes travailleuses de la RTG, je vous exhorte à vous donner la main afin de faire face à nos défis car Dieu seul sait qu'il y en a beaucoup. Donc commençons d'abord par ce que nous pouvons faire et nous bénéficierons de l'appui certain de Monsieur le Ministre et son cabinet, et je suis sûre que leur appui auprès des autorités pour l'obtention des véhicules nous permettant d'améliorer les contenus de nos programmes un peu partout dans le pays ».

Samuel Demba. D

HAÏTI

Les critiques fusent après la désignation d'un président et d'un Premier ministre

C'est finalement sans vote, mardi 30 avril, que l'ancien président du Sénat haïtien Edgard Leblanc Fils a été désigné pour prendre la tête du Conseil présidentiel de transition. Comme Premier ministre, une majorité des membres de l'instance a porté son choix sur l'ancien ministre Fritz Belizaire. La décision ne fait pas l'unanimité.

Beaucoup d'Haïtiens, après avoir attendu des mois la mise en place de ce Conseil censé mettre fin au chaos dans le pays, saluent un pas dans la bonne direction avec la nomination d'un président et d'un Premier ministre.

Mais des voix critiques se font aussi entendre, et pas des moindres. C'est le cas du Bureau de suivi de l'Accord de Montana (BSA), un groupement issu de la société civile, représenté au sein du Conseil par Fritz Alphonse Jean. Ce dernier n'a pas signé le communiqué publié mardi soir par son organisation.

Très critique, elle dément qu'il y ait eu « consensus » dans le choix des personnes désignées. Pour l'Accord de Montana, le processus prévu par l'accord politique du 3 avril dernier (qui encadre la mission et l'organisation du Conseil de transition) n'a pas été respecté. « Des forces mafieuses, politiques et économiques, ont décidé de prendre le contrôle du Conseil et du gouvernement pour continuer à contrôler l'État [...] et se partager le gâteau », déplore le BSA.

« Dépasser les chapelles »

Une référence aux quatre blocs qui ont porté leurs choix sur le président et le Premier ministre.

Ils comptent dans leurs rangs plusieurs anciens membres des gouvernements passés en Haïti, que ce soit sous le président Michel Martelly, Jovenel Moïse ou dans les équipes du contesté Ariel Henry.

Le représentant de Fanmi Lavalas au Conseil, lui aussi, dénonce la procédure. Interrogé par le journal *Le Nouvelliste*, Leslie Voltaire estime que le bloc majoritaire qui s'est entendu pour nommer Fritz Belizaire aurait dû soumettre ce choix d'abord aux autres membres.

Jusqu'où ira la contestation ? Les prochaines heures le diront.

En tout cas, on est loin de l'esprit de consensus vanté par le nouveau président. Edgard Leblanc Fils a déclaré, dans un discours improvisé à la Villa d'Accueil, siège du Conseil, que « la chose la plus importante », pour lui et son équipe, « c'est la détermination à dépasser les chapelles, les conflits et arriver par consensus et à partir de discussions, de négociations aux décisions importantes à prendre, et d'abord en matière de sécurité ».

Timides réactions internationales

Mercredi matin, ni l'ONU, ni les États intéressés par la transition haïtienne n'avaient

encore émis d'avis public. Seul le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, s'est fait entendre publiquement au sujet de ces désignations controversées. Sur le réseau X, le diplomate uruguayen a salué le choix du président Edgard Leblanc Fils, mais il a, lui aussi, souligné que « la désignation dans la transparence et le respect de règles d'un Premier ministre » était « vital pour la stabilité du pays ». Une critique à peine voilée du processus qui a mené à la désignation de Fritz Bélizaire.

RFI

PERSÉCUTION DES MÉDIAS EN GUINÉE

Un journaliste dénonce la «mollesse complice» des institutions multilatérales, politiques et économiques

Mamadou Oury Diallo est journaliste et chroniqueur à FIM. Dans une tribune publiée dans la presse, il s'insurge contre la persécution des médias en Guinée et ce qu'il considère comme la mollesse complice des institutions multilatérales politiques et économiques. Lisez...

«Il n'est un secret pour personne en Guinée ou en dehors de la Guinée, pour qui s'intéresse tant soit peu à l'actualité de ce pays, tant au niveau des citoyens, que des pays amis ou partenaires au développement, que le pouvoir mis en place par le CNRD suite à un coup d'Etat, persécute des médias privés depuis novembre 2023.

Si les signes annonciateurs de cet acharnement du pouvoir de Mamadi DOUMBOUYA contre les hommes de la plume et du micro étaient déjà perceptibles peu après l'allégeance que lui ont fait tous les corps constitués de la république, combinée à l'accueil populaire spontané du 05 septembre 2021, l'on se disait qu'il se rappellerait par moment de ses engagements personnels, et du contenu de la charte de la transition pour éviter une certaine déviance de son régime de transition. Mais hélas, c'était tout simplement un rêve, et la nouvelle machine de destruction s'est emballée contre ceux qui au quotidien, commentent les faits de la cité, en disant haut ce qui est bon, et ce qui ne l'est pas dans la conduite des affaires de l'Etat.

Les actions notables des acteurs de la diplomatie bilatérale face aux abus à l'encontre de la presse.

Au regard de cette atmosphère toxique intentionnellement créée contre l'écosystème médiatique en Guinée, l'on peut tant soit peu se satisfaire des



préoccupations dont les acteurs de la diplomatie bilatérale ont fait montre. Les ambassadeurs des pays amis et accrédités en Guinée, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, ont même mené certaines actions interpellatives en direction du pouvoir de transition face globalement à la dégradation de l'internet, la restriction des réseaux sociaux, et aux abus dont des médias étaient, et sont encore victimes. On se rappellera bien des différents communiqués produits par ces derniers dans ce sens, et des quelques rencontres qu'ils ont eues avec le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger.

Il est tout de même important de noter l'exception à cette

remarquable action des ambassadeurs des pays amis à la Guinée. C'est bien l'ambassade de France qui semble beaucoup moins attentive à cette situation de violation des libertés fondamentales. Bien regrettable quand on sait que la France est réputée être "le pays des droits de l'homme".

Le silence et la mollesse complice des institutions multilatérales face à la violation des libertés en Guinée.

Les institutions multilatérales représentées dans tous les pays du monde y compris la Guinée, qui défendent des valeurs en rapport avec la Culture, les libertés de penser, d'opinion, politique, de presse, celles qui apportent des financements au développement, des dons, et prêts aux Etats dits de démocratie, devraient être sensibles à ce genre de situation dans tout pays où elles apportent ces aides et appuis.

Malheureusement depuis six mois que des médias, oxygène de toute

démocratie vraie, sont victimes d'une campagne de destruction, de persécution en Guinée, la francophonie, l'Union européenne, Le système des nations unies, l'Union africaine, la CEDEAO, brillent par un silence monacal. Pourtant, ces institutions ont leurs représentants basés en guinée, qui déroulent tranquillement leurs agendas d'activités, sont au courant de l'actualité majeure du pays, reçoivent ou sont reçus par des hauts commis du pouvoir de transition en place.

Pendant ce temps, la Banque mondiale et le FMI, l'AFD, etc., soucieux des questions relatives à la gouvernance économique transparente, la sécurité des investissements privés, la vulnérabilité, la pauvreté, l'emploi, continuent à affecter des centaines de millions de dollars soit en dons ou appuis au développement à un gouvernement qui détruit intentionnellement des entreprises privées, pour le simple fait que ce sont des médias, employant des journalistes qui dérangent à travers des genres

journalistiques très critiques à l'endroit de leur régime au quotidien. La conséquence étant des pertes d'emplois, ouvrant ainsi la porte à de nouveaux indigents et potentiels candidats à l'exil.

Le pire dans l'histoire, c'est l'absence de tout signe d'attention, d'empathie, de ceux qui, ayant l'appareil de l'Etat entre leurs mains, devraient être les premiers sensibles au sort de ceux de leurs compatriotes qui sont frappés par les chocs sociaux.

Au lieu de cela, selon des indiscretions qui nous parviennent de sources bien au fait des secrets du système en place, les principaux artisans de cette campagne de précarisation des entreprises de presse et des hommes de médias, se moquent royalement de cette situation en ces termes : "Nous allons les détruire, et leur ferons mordre la poussière dans ce pays".

Pourtant, ces institutions multilatérales économiques susmentionnées, ne conditionnent aucunement leur partenariat actuel avec le régime de transition par le respect strict de toutes ces valeurs auxquelles elles disent tenir.

N'est-ce pas une grosse hypocrisie ?

Par analogie, on aurait même dit que nous passons pour les palestiniens de la Guinée, victimes du léviathan "Pouvoir" qui ne retient pas son coup, avec la bénédiction de ceux qui auraient pu et dû être les forces dissuasives face à la machine de destruction.

En attendant que s'arrête la persécution, place à la résilience et au stoïcisme.

"Pour la gouverne de nos gouvernants" : Le titre de la prochaine tribune pour le bonheur de tous les esprits critiques de la république», a écrit Mamadou Oury DIALLO.

Kaba Kankoula

Les patriotes toujours parlent de mourir, mais jamais de tuer pour leur patrie.

Bertrand Russell

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

L'espoir de la vaccination

Ce jeudi 25 avril, c'est la journée mondiale de la lutte contre le paludisme. Une maladie, qui a fait plus de 600 000 morts en 2022, 95% d'entre elles en Afrique. Pour prévenir des risques du paludisme, l'Organisation mondiale de la Santé recommande depuis octobre 2023 deux vaccins qui permettent de lutter efficacement contre la maladie. Des campagnes de vaccinations ont récemment été mis en place sur le continent.



Il aura fallu plus de 30 ans pour développer un vaccin efficace contre le paludisme. Le premier, le RTS,S a été approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé en 2021 après deux années de tests. Depuis 2019, près de 2 millions d'enfants à risque ont bénéficié du vaccin antipaludique au **Ghana**, au **Kenya** et au **Malawi**. Entraînant une baisse du taux de mortalité infantile liée à la maladie de 13%, selon l'Unicef.

En novembre 2023, le **Cameroun** a lui reçu ses premières doses, mais ce n'est qu'au mois de janvier que ce pays d'Afrique centrale a été le premier à développer un programme de vaccination systématique et gratuit pour sauver des milliers d'enfants.

Les enfants de moins de cinq ans sont effet les principales victimes du paludisme et représentent 80% des décès dans le monde. Il est donc recommandé d'administrer les vaccins aux nourrissons dès l'âge de 5 mois à raison de 4 doses dans les zones de transmissions modérées et élevées.

Selon l'organisme Gavi, l'alliance du vaccin, une vingtaine de pays d'**Afrique**, et c'est déjà le cas au **Burkina Faso**, devraient intégrer dès cette année des programmes de vaccination infantile dans le cadre de leur politique de lutte

contre le paludisme.

Vaccination

C'est aussi le cas au Bénin, où la vaccination va démarrer par les zones où la mortalité liée au paludisme est élevée. Le pays est le quatrième pays à recevoir des doses de vaccins RTS,S contre le paludisme, *rapporte notre correspondant à Cotonou, Jean-Luc Aplogan*. Ainsi, la vaccination se déroulera d'abord dans trois zones sanitaires sur 16 prévues, au sud, au centre et au nord du pays, des zones dites prioritaires. Le reste sera enrôlé plus tard.

La première livraison de 215 000 doses suffira pour un peu plus de 50 000 enfants car il faut 4 doses par enfant. Il s'agit de dose injectable de 0,5 ml. La pique se fait à la cuisse avant l'âge de 1 an et après au bras.

Je m'abonne

Sur la fiabilité, le gouvernement met en avant l'homologation de l'OMS. Le ministre de la Santé expliquait récemment que « *la vaccination reste l'une des stratégies les plus sûres et les plus efficaces* ». Selon une source à RFI, le Bénin attend une prochaine livraison de vaccins antipaludiques. Le pays devrait s'approvisionner tous les trois mois.

La Côte d'Ivoire met aussi

l'accent sur la prévention en milieu communautaire. Le pays devrait, d'ici juin, recevoir les premières doses de vaccins contre le paludisme afin de réduire la mortalité infantile, estimée à 280 pour 1000, comme l'explique Dr Antoine Méa Tanoh, le directeur du Programme national de lutte contre le paludisme.

Pour cette année, on va commencer à vacciner dans 40 districts.

Moustiquaires

L'autre solution pour lutter contre cette maladie, ce sont les moustiquaires, selon notre correspondant à Genève, Jérémie Lanche. Celles-ci sont des outils de nouvelle génération car elles sont imprégnées de deux insecticides au lieu d'un seul, de la famille des pyrèthroïdes.

Il était utilisé depuis des années maintenant mais ne suffit plus, selon Philippe Duneton, directeur exécutif d'Unitaid, une organisation créée par l'ONU pour améliorer l'accès aux traitements contre des maladies comme le paludisme. « *Le produit dont est imprégnée la moustiquaire va tuer le moustique avant même qu'il puisse atteindre la personne. Mais le problème, c'est qu'avec le développement de la résistance des moustiques, les produits qu'on utilisait depuis 20 ans sont devenus de moins en moins efficace* », dit-il.

Bilan pour ces moustiquaires 2.0 : 20 à 50% d'efficacité en plus. Elles ont déjà permis d'éviter 25 000 morts dans les 17 pays où les moustiquaires sont déjà utilisées. « *60% des moustiquaires imprégnées sont des nouvelles moustiquaires. Et le prix à augmenter de 70 centimes pour un cout total de 2,70 euros* », se réjouit M. Duneton. Un résultat pour un coût minime, donc. Sauf que les organisations comme Unitaid n'ont reçu que la moitié des fonds nécessaires dans la lutte contre le paludisme.

Par RFI

RADIODIFFUSION
TÉLÉVISION GUINÉENNE**Les défis qui attendent Makèmè Bamba**

Le mardi 30 avril 2024, la nouvelle Directrice générale de la RTG, Makèmè Bamba, et son adjoint, Ibrahima Kalil Diakité, ont été installés dans leurs fonctions mardi 30 avril 2024. Pour tous les observateurs, les défis qui les attendent à la tête de ce média d'État sont nombreux.



Pour rappel, Makèmè Bamba et Ibrahima Kalil Diakité occupaient précédemment le poste de Directrice générale de la Radio rurale de Guinée et celui de Directeur de la télévision nationale. Le mardi 30 avril 2024, la nouvelle Directrice générale de la RTG, Makèmè Bamba, et son adjoint, Ibrahima Kalil Diakité, ont été installés dans leurs fonctions.

Lors de la cérémonie d'installation, en présence du secrétaire général et des cadres du ministère de l'information et de la Communication ainsi que des journalistes, Makèmè Bamba, celle sur qui s'est porté le choix du locataire du palais Mohammed V pour remplacer Fana Soumah (promu ministre), à la Direction générale de la RTG, a décliné ses priorités pour mériter la confiance placée en elle par la plus haute autorité du pays.

«La transformation que nous allons ouvrir devra inclure entre autres l'accès véritable des citoyens à la radio et à la

télévision nationale; la diversification du contenu des programmes de la radio et télé; l'amélioration de la grille de programme; l'amélioration des conditions de vie et de l'environnement du travail. Et pour y parvenir, nous allons nous atteler immédiatement à certaines actions notamment le diagnostic des problèmes qui dégradent la qualité de nos prestations sur toute la chaîne de production, de traitement et de diffusion, l'examen des voies et moyens pour la relance du service technique par l'achat de nouveaux câbles de transmission des grands événements en direct. La relance effective de la RTG2 n'est pas en reste mais aussi l'engagement à la fonction publique des contractuels», a décliné Makèmè Bamba lors de sa prise de fonction. Espérons vivement que l'ancienne correspondante de la BBC et son équipe parviendront à relever les défis non des moindres qui les attendent à la tête de ce média de service public.

Kaba Kankoula

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

PEDRO PIRES

La lutte armée en Guinée fut «un des facteurs de changement du régime au Portugal»

C'était il y a 50 ans, jour pour jour. Le 25 avril 1974, de jeunes capitaines se sont soulevés au Portugal, ont fait tomber la dictature et ont ouvert la voie à l'indépendance des dernières colonies africaines. Du coup, aujourd'hui, plusieurs chefs d'État africains sont à Lisbonne pour célébrer cet anniversaire avec les Portugais. Leur présence est d'autant plus justifiée que ce sont les indépendantistes africains de l'époque qui ont fait chuter le régime dictatorial et colonialiste de Lisbonne. Pedro Pires a été successivement un commandant militaire du PAIGC d'Amilcar Cabral, puis le président du Cap-Vert.

RFI : Est-ce que la chute de la dictature portugaise aurait eu lieu sans le combat du PAIGC pour l'indépendance du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau ?

Pedro Pires : Je crois que ce combat et la lutte dirigée par le PAIGC ont eu un rôle très important dans la création des conditions de la chute du régime installé au Portugal. Tenant compte qu'en 1973, nous avons eu des victoires militaires très importantes et, en même temps, nous avons eu des victoires politiques, diplomatiques très importantes. Le régime colonial au Portugal était dépassé, isolé. Le pays était en crise politique et militaire, les guerres coloniales ont eu un effet très pervers dans l'économie et, de mon point de vue, le pays n'était pas dans des conditions pour continuer la guerre. Il y avait des risques d'effondrement de l'armée coloniale. Mais on ne peut pas dire que les mouvements de libération étaient les seuls responsables de la chute du régime, car, en même temps, au Portugal, il y a eu des résistances contre la guerre coloniale, contre le régime. Mais, en effet, les luttes armées de libération nationale ont été le facteur le plus important pour la chute et le changement de régime au Portugal.

C'est-à-dire que les jeunes Portugais ne voulaient plus faire un service militaire de quatre ans, au risque de mourir en Guinée-Bissau ?

Pas seulement en Guinée-Bissau ! Ce qui s'est passé, c'est que la jeunesse portugaise n'était pas tellement engagée dans cette guerre. Il y avait des fuites des jeunes vers les autres pays d'Europe, il y avait des désertions importantes... Mais le facteur le plus important dans la chute du régime, c'était, en effet, la résistance et les combats des mouvements de libération et, particulièrement, du PAIGC. C'est vrai que, en Guinée, c'est là où le mouvement de



libération dirigé **par Amilcar Cabral** a eu les plus grands succès qui ont provoqué les plus grandes déroutes pour l'armée portugaise. Donc, le PAIGC a eu un rôle très important pour le changement de régime au Portugal.

Ce combat pour l'indépendance, monsieur le président, il débute dès les années 1960. L'armée portugaise s'accroche au terrain et lance même un raid sur Conakry, la base arrière du PAIGC en novembre 1970. Cette opération Mar Verde, est-ce qu'elle a servi la cause du Portugal ou, au contraire, celle du Guinéen Sekou Touré et du Bissau-Guinéen Amilcar Cabral ?

De mon point de vue, cette opération a démontré que le régime voulait trouver la solution à l'extérieur, avec cette invasion à Conakry, pour gagner la guerre qu'il avait déjà perdue à l'intérieur du pays. Ils voulaient essayer de trouver une victoire à l'extérieur quand la victoire à l'intérieur était impossible. C'est le signe du désespoir de l'armée portugaise, de la direction militaire et politique du Portugal. À la fin, le régime portugais était le perdant parce qu'il était plus isolé que jamais. Il y a eu une mobilisation internationale d'appuis, surtout

africains, à la République de Guinée et au PAIGC.

Le chef des opérations militaires du Portugal en Guinée-Bissau, c'était le général Spinola. C'était un homme intraitable sur le terrain, mais c'était en même temps un homme politique intelligent qui a publié, deux mois avant la Révolution portugaise, un livre prémonitoire sur la nécessité d'ouvrir un dialogue politique avec vous, les maquisards indépendantistes. Est-ce qu'à l'époque, vous l'aviez rencontré secrètement ?

Non, le général Spinola, c'était un officier vedette qui se présentait comme victorieux, comme capable de vaincre le PAIGC, qui vendait son image politique, son image militaire... Qui, en effet, a changé la stratégie militaire en Guinée, qui a modernisé l'armée coloniale, c'est vrai, qui a fait une politique pour les populations, pour acheter les consciences des populations. Et qui avait essayé d'imiter ce que faisait le PAIGC. Donc, de mon point de vue, ce n'était pas un grand chef de guerre, mais il faisait sa promotion à l'intérieur du pays et à l'extérieur du pays. Et, en même temps, il a perdu la guerre en Guinée. Parce que nous, l'armée du PAIGC, nous avons eu des victoires très importantes sur l'armée

portugaise à plusieurs reprises. Et il a lui-même reconnu dans une publication du 15 mai 1973 que l'armée portugaise n'était pas dans la condition d'affronter le PAIGC et que le PAIGC avait acquis des armes très puissantes, qui pouvaient mettre en cause la continuation de la guerre coloniale. En ce qui concerne l'aspect politique, la solution Spinola, c'était une espèce de fédération – ou quelque chose de pareil – mais qui ne prenait pas en compte ce que nous avions déjà fait. Parce que, nous-mêmes, nous avons déjà proclamé la République de Guinée-Bissau le 4 septembre 1973 ! Il a essayé de trouver une solution politique pour un cas perdu en présentant une solution néocoloniale. C'était peut-être très important pour la société portugaise, mais pour nous, cela n'avait aucune importance.

50 ans après les indépendances, le Cap-Vert est une vraie démocratie qui a connu plusieurs alternances, alors que la Guinée-Bissau est un pays très instable, qui a déjà connu quatre coups d'État meurtriers et 17 tentatives de putschs. Comment expliquez-vous que ces deux pays, qui étaient liés de façon aussi forte par le PAIGC d'Amilcar Cabral, connaissent aujourd'hui deux destins aussi

différents ?

Nous, au Cap-Vert, on a essayé de mettre sur pied les vraies institutions crédibles, solides d'un État de droit, c'est le point de départ, avec la participation des citoyens. La différence, peut-être, c'est celle-ci. On a essayé et on a mis sur pied un État de droit où les gens, chacun a la parole.

Mais un mot, tout de même, sur la Guinée-Bissau : c'est le seul pays d'Afrique de l'Ouest qui a conquis son indépendance par la lutte armée. Est-ce que ce n'est pas la raison, au fond, pour laquelle les militaires, à commencer par le général Ansoumane Mané, il y a 25 ans, ont occupé et occupent toujours une telle place dans la politique de ce pays ?

La lutte armée en Guinée, il faut le reconnaître, vous-même, vous avez dit que c'était un facteur du changement de régime au Portugal. C'est vrai. La lutte armée en Guinée était victorieuse et héroïque. La question qui se pose, c'est la gestion après tout cela. Les changements qu'il fallait faire... Peut-être, je dis bien « peut-être », les dirigeants n'étaient pas tellement préparés pour voir quel serait le chemin à suivre, quelles seraient les réformes politiques et sociales à faire. Mais, vraiment, du point de vue des pays où les indépendances ont été acquises par la lutte armée, les armées ont eu un rôle très important. Et le problème, je crois que cela se maintient, c'est le danger de la nature du régime. C'est-à-dire, passer d'un régime avec certaines caractéristiques militaires où les armées jouent un rôle ou pas, en ce qu'elles sont les gardiens de l'indépendance du pays. Mais changer cela de telle nature que, au lieu de l'armée qui commande, c'est le peuple qui commande, c'est très difficile. Regardez un peu partout !

RFI

Par Christophe Boisbouvier